

**RAPPORT DE SYNTHESE D’AUDIT DE CONFORMITE DES MARCHES PUBLICS ET**

**DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE L’ANNEE 2015 DU LOT N°1**

**(PERIODE DU 01/01/2015 AU 31/12/2015)**

***Version Définitive***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Mars 2018** |  | **FIDUCIAL EXPERTISE AK 01 BP 4134 Ouagadougou 01****Tél : (+226) 25 30 85 07/25 33 12 04****Fax : (+226) 25 31 78 94****E-mail :fiducialak@fasonet.bf** |

**SOMMAIRE**

|  |  |
| --- | --- |
|  | Pages |
|  |  |
| **LETTRE AU SECRETAIRE EXCUTITIF**  | **3** |
|  |  |
| **I PRESENTATION DE LA MISSION D’AUDIT** | **4** |
|  |  |
| **II METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE** | **7** |
|  |  |
| **III LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS** | **13** |
|  |  |
| **IV PRESENTATION DE L’ECHANTILLONNAGE** | **18** |
|  |  |
| **V PRICIPAUX CONSTATS ET RECOMMANDATIONS** | **25** |
|  |  |

# Ouagadougou, le 20 Mars 2018

**A**

**Monsieur le Secrétaire Exécutif de l’Agence**

**de Régulation des Marchés Publics**

 **BP 723 Niamey - NIGER**

***Objet****: Rapport de synthèse*

*Audit des marchés publics et des délégations*

*de services publics de l’audit 2015-Lot 1*

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à l’audit des marchés publics et des délégations de service public de l’année 2015 des autorités contractantes qui composent le lot 1.

A l’issue de nos travaux, nous avons l’honneur de vous soumettre notre rapport de synthèse des autorités contractantes du lot 1.Ce rapport comprend les sections suivantes :

* Présentation de la mission d’audit
* Méthodologie mise en œuvre
* Le dispositif institutionnel de la passation des marchés publics
* Présentation de l’échantillonnage
* Principaux constats et recommandations

Nous vous prions de croire, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l’expression de notre parfaite considération.

**Le Gérant**

**Adama KY**

Expert-Comptable diplômé d'état

Commissaire aux comptes de Sociétés

Inscrit au tableau de l'ONECCA-BF

**I PRESENTATION DE LA MISSION D’AUDIT**

**1.1 Contexte et justification**

Autorité Administrative Indépendante depuis la mise en œuvre de la réforme des marchés publics, l’Agence de Régulation des Marchés Publics est investie des missions telles que définies à l’article 08 de la Loi 2011-37 du 28 Octobre 2011 portant principes généraux, contrôle et régulation des Marchés Publics et des Délégations de service public.

Aussi, en application des dispositions de l’article 179 du Décret N°2013-569/PRN/PM du 20 Décembre 2013 portant Code des marchés publics et des délégations de service public, l’ARMP a l’obligation de commander à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés passés par les Autorités Contractantes ci-après : l’Etat, les Collectivités Territoriales, les Etablissements Publics, les Sociétés d’Etat et les Sociétés à participation financière publique majoritaire ainsi que les Personnes Morales de droit privé agissant pour le compte de l’Etat ou de Personnes Morales de droit public, lorsqu’elles bénéficient de leur concours financier ou de leur garantie.

Ces audits doivent apporter des réponses appropriées aux multiples abus et dérives de toutes sortes constatés dans le domaine de la commande publique.

A ce titre, l’Agence de Régulation des Marchés Publics se propose de commander un audit indépendant des marchés publics et des délégations de service public de l’année 2015.

**1.2 Objectif global de l’audit**

Le consultant devra principalement dégager un jugement sur la préparation, la gestion et la qualité des prestations du marché ou de la délégation à auditer. Ce jugement sera rendu par référence aux directives communautaires applicables, aux dispositions du Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public et de ses textes d’application, aux documents et standards internationaux.

**1.3 Objectifs spécifiques de l’audit**

Les objectifs spécifiques assignés au consultant sont d'effectuer un audit de conformité, technique, financier, mais aussi de performance (efficacité et efficience), des marchés de travaux, de fournitures et services, de prestations intellectuelles et des délégations de service public passés par les Autorités Contractantes au cours de la période allant du 1er Janvier au 31 Décembre de l’année 2015.

**1.4 Etendue de l’audit**

L’audit portera sur un échantillon aléatoire et multisectoriel de marchés publics et de délégations de service public et devra garantir une certaine représentativité par nature de dépenses (travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles) et fournir suffisamment d’informations afin de tirer des conclusions pertinentes et des recommandations fiables.

**1.5 Les principales tâches de l’auditeur**

En tenant compte des Normes Internationales d’Audit (International Standards on Auditing, « ISA »), et des bonnes pratiques observées au plan international en matière d’audit, le consultant effectuera les missions suivantes :

* La vérification de la performance des opérations ;
* La vérification de la conformité technique et la qualité des prestations exécutées ;
* La bonne conduite générale et contractuelle du marché
* La conformité des opérations financières.
* La formulation des recommandations.

**1.6 Résultats attendus**

Les résultats à atteindre sont les suivants :

* Le recensement de tous les documents existants (plans et notes de calculs) et appréciation de leurs qualités et compatibilité avec les prestations exécutées ;
* Le recensement de toutes les irrégularités commises au regard des réglementations communautaires, nationales et des règles et standards internationaux ;
* L’appréciation de la performance des opérations des marchés audités ; les conclusions présentées par le Consultant à ce niveau devront résulter d’une vérification faite en tenant compte des critères de performance retenus par la Commission de l’UEMOA ;
* Pour chaque Autorité Contractante contenue dans son échantillon, et grâce aux indicateurs de suivi et de contrôle qu’il a établis en conformité avec ceux définis par la commission de l’UEMOA, le Consultant formulera une opinion sur les performances des Autorités Contractantes par rapport auxdits indicateurs ;
* L’appréciation de la qualité technique des prestations, ainsi que de leur conformité avec les spécifications contractuelles ;
* La formulation des recommandations concernant le respect par l’entreprise de ses obligations contractuelles, la qualité technique et l'utilité des équipements réalisés.

**II METHODOLOGIE MISE EN ŒUVRE**

**2.1 Analyse préalable de la règlementation et de la population de marchés**

**2.1.1 Analyse préalable de la règlementation**

Le dispositif législatif et réglementaire est structuré et hiérarchisé, il comprend les directives de l’UEMOA, les lois, décrets, arrêtés et diverses décisions. Les principaux textes réglementaires correspondant à notre période d’audit (exercice 2015) se présentent comme suit :

**Les directives de l’UEMOA**

Les directives UEMOA sont au nombre de quatre :

* Directive n° 04/2012/CM/UEMOA du 28 Septembre 2012 relative à l'éthique et à la déontologie dans les MP/DSP ;
* Directive n° 02/2014/CM/UEMOA du 28 Juin 2014 régissant la maîtrise d'ouvrage public déléguée au sein de l'UEMOA ;
* Directive n° 04/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d’exécution et de règlement des marches publics et des délégations de service public dans l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
* Directive n° 05/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

**La loin° 2011-37**

Il s’agit de la loi n° 2011-37 du 28 Octobre 2011 portant principes généraux, contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public au Niger

**Les Décrets**

Le cadre législatif et réglementaire comprend plusieurs décrets :

* Décret n° 2011-687/PRN/PM du 29 Décembre 2011 portant Attributions, Composition et Modalités de fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics
* Décret n° 2011-688/PRN/PM du 29 Décembre 2011 portant code d'éthique des marchés publics et des délégations de service public
* Décret n° 2013-002/PRN/PM du 04 Janvier 2013 portant création des Directions des Marchés Publics et des Délégations de Service Public au sein des Ministères
* Décret n° 2013-569/PRN/PM du 20 Décembre 2013 portant Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public
* Décret n° 2014-127/PRN/PM du 26 Février 2014 Complétant le décret n° 569/PRN/PM du 20 décembre 2013 portant code des marchés publics et des délégations de service public et déterminant les fautes et les sanctions applicables en matière de marchés publics et des délégations de service public
* Décret n° 2014-070/PRN/PM du 12 Février 2014 Déterminant les missions et l'organisation de la direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers et fixant les attributions des contrôleurs des marchés publics et des engagements financiers.
* Décret n° 2014-5005/PRN/PM/MU/L du 31 Juillet 2014 : Déterminant les modalités de mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage publique.

**Les arrêtés**

Le cadre législatif et réglementaire comprend plusieurs arrêtés :

* Arrêté n°0034/CAB/PM/ARMP du 21 Janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public
* Arrêté n°0035/CAB/PM/ARMP du 21 Janvier 2014 portant liste des pièces à fournir par les soumissionnaires/candidats pour être éligibles aux marchés publics et délégations de service public
* Arrêté n°0036/CAB/PM/ARMP du 21 Janvier 2014 portant modalités de signature et d'approbation des marchés publics et des délégations de service public
* Arrêté n°0037/CAB/PM/ARMP du 21 Janvier 2014 Fixant les seuils dans le cadre de la passation et l'exécution des marchés publics et des délégations de service public
* Arrête n°175/EF/DGCMP/EF du 12 Mai 2014 portant organisation et attributions de la Direction des Autorisations et des Dérogations, du Suivi du Contrôle de la Passation des Marchés Publics et des délégations de service public et des engagements financiers à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers.
* Arrête n°176/EF/DGCMP/EFdu 12 Mai 2014 portant organisation et attributions de la Direction de l'Information et des Statistiques à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers.
* Arrête n°177/EF/DGCMP/EFdu 12 Mai 2014 portant organisation et attributions de la Direction des Etudes et de la Réglementation à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers.
* Arrête n°178/EF/DGCMP/EFdu 12 Mai 2014 portant organisation et attributions de la Direction des Appuis conseils et de la Formation à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers.
* Arrêté n°0000180/CAB/PM/ARMP : portant approbation de la Demande de Proposition Type pour la passation des Marchés Publics de Prestations Intellectuelles
* Arrêté n°0000181/CAB/PM/ARMP du 29 Septembre 2008 portant approbation du Dossier Type d'Appel d'Offres pour la passation des Marchés Publics de Travaux
* Arrêté n°0000182/CAB/PM/ARMP du 29 Septembre 2008 portant approbation du Dossier Type d'Appel d'Offres pour la passation des Marchés Publics de Fournitures et Services Courants.
* Arrêté n°0140/CAB/PM/ARMP du 29 Juin 2012 portant Création, Attributions et Organisation d'une représentation régionale de l'Agence de Régulation des Marchés Publics
* Arrêté n°0141/CAB/PM/ARMP du 29 Juin 2012 portant Création, Attributions, Composition-type et fonctionnement de la Commission ad' hoc d'ouverture des plis et d'évaluation des offres des Marchés Publics et des Délégations de Service Public des Etablissements Publics, Sociétés d'Etat et Sociétés d'Economie Mixte
* Arrêté n°0142/CAB/PM/ARMP du 29 Juin 2012 portant Création, Attributions, Composition-type et fonctionnement de la Commission ad' hoc d'ouverture des plis et d'évaluation des offres des Marchés Publics et des Délégations de Service Public des Collectivités Territoriales
* Arrêté n°0144/CAB/PM/ARMP du 29 Juin 2012 portant attributions des Divisions Marchés Publics
* Arrêté n°0145/CAB/PM/ARMP du 29 Juin 2012 portant Création, Attributions, Composition-type et fonctionnement de la Commission ad' hoc d'ouverture des plis et d'évaluation des offres des Marchés Publics et des Délégations de Service Public de l'Etat

**Les décisions**

A ces différents textes de lois, décrets et arrêtés, il faut ajouter trois décisions d’approbation des manuels de procédures :

* Décision N° 02 CAB/PM/ARMP du 21/01/2014 portant approbation du manuel du code des marchés publics du Niger- ETAT
* Décision N° 04 CAB/PM/ARMP de la 21/01/2014 portant approbation du manuel du code des marchés publics du Niger- Etablissements publics, Sociétés d’Etat et Sociétés d’Economie Mixte
* Décision N° 05 CAB/PM/ARMP du 21/01/2014 portant approbation du manuel du code des marchés publics du Niger- COLLECTIVITES TERRITORIALES ;

Il faut cependant noter que l’environnement règlementaire a évolué au cours de notre intervention :

* Un nouveau décret portant code des marchés publics (Décret n° 2016-641/PRN/PM du 01 Décembre 2016 portant Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public) a été adopté.
* Adoption de nouveaux arrêtés dont le détail se présente comme suit :
* Arrêté n°0080/CAB/PM/ARMP du 03 Mai 2017 : Portant approbation du dossier type d'appel d'offres pour la passation des conventions de délégations de service public.
* Arrêté n°0081/CAB/PM/ARMP du 03 Mai 2017 : Portant approbation de la demande de proposition type pour la passation des marchés de prestations intellectuelles et du dossier type de présélection des candidats aux marchés de prestations intellectuelles.
* Arrêté n°0082/CAB/PM/ARMP du 03 Mai 2017 : Portant approbation du dossier type d'appel d'offres pour la passation des marchés de fournitures et/ou de services connexes.
* Arrêté n°0083/CAB/PM/ARMP du 03 Mai 2017 : Portant approbation du dossier type d'appel d'offres pour la passation des marchés de travaux, du dossier type de pré-qualification des candidats aux marchés de travaux et du guide de l'utilisateur du dossier type de pré-sélection aux marchés de travaux
* Arrêté n°0084/CAB/PM/ARMP du 03 Mai 2017 : Portant approbation du dossier type d'appel d'offres pour la passation des marchés de services courants
* Arrêté n°0133/PM/ARMP du 24 Juillet 2017: Portant création, attributions, composition-type et fonctionnement des commissions des marchés publics et des délégations de services public de l'Etat
* Arrêté n°0134/CAB/PM/ARMP du 24 Juillet 2017: Portant création, attributions, composition-type et fonctionnement des marchés publics et des délégations de services public des collectivités territoriales.
* Arrêté n°0135/PM/ARMP du 24 Juillet 2017 : Portant création, attributions, composition-type et fonctionnement des commissions des marchés publics et des délégations de services public des établissements publics, Sociétés d'Etat et Sociétés à participation financière publique majoritaire.
* Arrêté n°0136/PM/ARMP du 24 Juillet 2017 : Fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public.
* Arrêté n°0137/PM/ARMP du 24 Juillet 2017 : Portant liste des pièces à fournir par les soumissionnaires/candidats pour être éligibles aux marchés publics et délégations de service public.
* Arrêté n°0139/PM/ARMP du 24 Juillet 2017 : Fixant les seuils dans le cadre de la passation des marchés.
* Arrêté n°0140/CAB/PM/ARMP du 24 Juillet 2017 : Portant modalités de signature et d'approbation des marchés publics et des délégations de service public

**2.2 Choix de l’échantillon et validation par l’ARMP**

Le choix de notre échantillon a été effectué sur la base de la liste des marchés fournis par l’ARMP, en conformité avec les règles définies dans les termes de référence. Nous avons transmis notre rapport d’échantillonnage pour chacun des deux (2) lots 1 et 2 à l’ARMP, qui a validité ledit rapport ainsi l’échantillon de marchés sélectionné le 20 septembre 2017.

**2.3 La revue des dossiers de l’échantillon**

La revue des dossiers de marché a consisté à mettre en œuvre les diligences suivantes :

* La vérification de la performance des opérations ;
* La vérification de la conformité technique et la qualité des prestations exécutées ;
* La bonne conduite générale et contractuelle du marché
* La conformité des opérations financières.
* La formulation des recommandations.

**2.4 Les travaux chez les Autorités Contractantes**

A la suite de la revue des dossiers de l’échantillon au niveau de l’ARMP, l’équipe d’audit s’est rendu dans les locaux de l’autorité contractante pour effectuer les travaux suivants :

* Revue du contrôle interne de la Direction des Marchés Publics ;
* Travaux complémentaires de la revue des dossiers (collecte et analyse des documents non fournis à l’ARMP) ;
* Restitution des travaux aux autorités contractantes pour recueillir leurs commentaires et observations.

**2.5 Le contrôle de matérialité**

L’audit de matérialité a été réalisé sur un deuxième niveau d’échantillon de marchés sélectionnés à partir du premier niveau d’échantillon de marchés transmis à l’ARMP. Ce contrôle de matérialité a pour objectif de s’assurer de la conformité des prestations réalisées au regard du contenu du cahier des Prescriptions Techniques et de l’offre du titulaire du marché.

**2.6 Rapport provisoire**

Le rapport provisoire a été transmis au secrétariat exécutif de l’ARMP et aux autorités contractantes afin de recueillir leurs commentaires et observations.

**2.7 Restitution**

A la suite de l’émission du rapport provisoire un atelier de validation a été organisé de commun accord avec l’ARMP pour discuter du contenu des rapports provisoires.

**2.8 Rapport définitif**

Pour l’émission du rapport définitif nous avons examiné les commentaires et observations émis par les autorités contractantes et l’ARMP. Nous avons pris en comptes les observations et commentaires pertinents appuyés par des pièces justificatives pour l’émission du rapport définitif.

**III LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

**III Le dispositif institutionnel de la passation des marchés publics**

Le dispositif législatif et réglementaire des marchés publics et des délégations de service public crée plusieurs organes et définit leurs attributions et fonctionnement :

* L’agence de régulation des marchés publics (ARMP)
* L’entité administrative chargé du contrôle à priori des marchés publics : la Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des engagements financiers (DGCMP/EF)
* Les autorités contractantes

**3.1 L’agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**

***Attributions***

L'Agence de Régulation des Marchés Publics est une autorité administrative indépendante rattachée au Cabinet du Premier Ministre.

Au terme de l’article 3 du décret N° 2011-687/PRN/PM, l’ARMP a pour mission d’assurer la régulation, le suivi et l'évaluation des marchés publics et des délégations de service public.

A ce titre, elle est chargée notamment:

* de proposer des réformes de la réglementation en matière de marchés publics et des délégations de service public;
* d'assurer le traitement des plaintes des soumissionnaires;
* de conduire des audits;
* d'assurer la formation des intervenants du système sur la réglementation et les procédures applicables aux marchés publics et aux délégations de service public;
* de prononcer les exclusions temporaires de participation à la commande publique;
* de contribuer à l'information des intervenants et d'assurer le suivi et l'évaluation du système de passation des marchés publics et des délégations de service public.

***Organisation***

L’ARMP comprend les organes suivants :

* le Conseil National de Régulation et les Comités Ad' hoc;
* le Secrétariat Exécutif.

Le Conseil National de Régulation est l'organe d'orientation et de décision de l'Agence de

Régulation des Marchés Publics. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Agence, définir et orienter sa politique générale, et évaluer sa gestion.

Le Conseil National de Régulation est un organe tripartite et paritaire comprenant des membres représentant l'administration publique (4 représentants), le secteur privé (4 représentants) et la société civile (4 représentants).

Le Conseil National de Régulation comprend en son sein le Comité de Règlement des

Différends et le Comité Ad' hoc d'arbitrage des litiges :

* Le Comité de Règlement des Différends est chargé de statuer sur les irrégularités et les recours relatifs à la passation des marchés publics.
* Le Comité ad' hoc d'arbitrage est chargé de statuer sur les litiges dans l'exécution des marchés publics.

Le Secrétariat Exécutif est composé des directions techniques suivantes:

* La direction de la formation et des appuis techniques;
* La direction de la réglementation et des affaires juridiques;
* La direction de l'information et du suivi et évaluation;
* La direction des affaires administratives et financières.

**3.2 La Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des engagements financiers (DGCMP/EF)**

La DGCMP/EF est régit par le décret N° 2014-070/PRN/MF du 12 Février 2014 déterminant les missions et l’organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des engagements Financiers et fixant les attributions des contrôleurs des marchés publics et des engagements financiers.

La DGCMP/EF est chargée de mettre en œuvre la politique de contrôle de l’exécution du budget de l’Etat et de ses démembrements.

Pour le volet des marchés publics la DGCMP/EF a pour missions :

* Contrôler l’application de la législation et de la réglementation sur les marchés publics, sans préjudice de l’exercice des pouvoirs généraux de contrôle des autres organes de l’Etat ;
* Assurer, en relation avec l’ARMP, la formation, l’information et le conseil de l’ensemble des acteurs de la commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
* Contribuer en relation avec l’ARMP, à la collecte d’information et des documents en vue de la constitution d’une banque de données des marchés publics.

La DGCMP comprend les directions et services suivants :

* Le secrétariat de la Direction Générale ;
* Le service de la documentation ;
* La direction des études et de la réglementation
* La direction des appuis conseils et de la formation
* La direction de l’information et des statistiques
* La direction des autorisations et des dérogations, du suivi du contrôle de la passation des marchés publics et des délégations du service public et des engagements financiers.

**3.3 Les Autorités Contractantes (AC)**

1. ***L’autorité contractante***

Selon le code des marchés publics, l’Autorité contractante est la personne morale de droit public ou de droit privé (l' Etat, les Collectivités Territoriales, les Etablissements Publics, les Sociétés d'Etat et les Sociétés à participation financière publique majoritaire, les personnes morales de droit privé agissant pour le compte de l'Etat ou de personnes morales de droit public lorsqu'elles bénéficient de leur concours financier ou de leur garantie, les associations formées par une ou plusieurs de ces personnes morales de droit public), signataire d'un marché public;

L'autorité contractante peut mandater une personne responsable du marché chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés publics et des délégations de service public. La personne responsable du marché peut se faire représenter dans l'exercice de ses fonctions, sauf pour le choix de l'attributaire et la signature du marché ou de la délégation de service public.

1. ***Les Directions des marchés publics (DMP)***

Le Décret n° 2013-002/PRN/PM du 04 Janvier 2013 portant création des Directions des Marchés Publics et des Délégations de Service Public au sein des Ministères.

Le directeur des Marchés Publics et des Délégations de Service Public est chargé sous l’autorité du Ministre, de la planification, de la préparation et de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics financés sur le budget de l’Etat et/ou sur fonds extérieurs. A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

* élaborer et publier les plans prévisionnels annuels de passation des marchés publics, régulièrement actualisés ;
* élaborer et publier, en début d’année, les avis généraux annuels de passation des marchés publics, conformément aux dispositions des articles 27 et 68 du Code des marchés publics et des délégations de service public ;
* Veiller à l’adaptation des cahiers des clauses administrative générales prévus par l’article 28 du code des marchés publics et des délégations de service public ;
* Veiller à l’élaboration des cahiers des clauses administratives et techniques et ceux des clauses administratives et particulière par les services techniques concernés ;
* examiner au préalable tout document à soumettre à l’autorité contractante et à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
* Préparer les dossiers d’appel d’offres (DAO) en collaboration avec les services techniques concernés ;
* mettre en œuvre les procédures de passation des marchés publics ;
* publier les avis d’appel d’offres et, éventuellement, les modifications du DAO conformément aux dispositions du code des marchés publics et des délégations de service public ;
* publier les reports éventuels des dates d’ouverture des plis ;
* recevoir et sécuriser les offres des soumissionnaires ;
* transmettre les lettres de notification aux soumissionnaires en cas d’adjudication ou de rejet ;
* identifier les besoins de formation des services en matière de marches publics ;
* suivre mensuellement les informations relatives à la passation et à l’exécution des marchés passés par les projets sous tutelle du ministère ;
* classer et archiver tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
* mettre en place une banque de données sur tous les marchés passés par le ministère y compris les marchés financés sur ressources extérieures ;
* établir le rapport annuel d’activités de la direction.

**IV PRESENTATION DE L’ECHANTILLONNAGE**

**IV Présentation de l’échantillonnage**

**4.1 Analyse préalable de la population de marchés du lot 1**

Le choix des marchés de notre échantillon a été réalisé à partir de la liste des marchés communiqués par l’ARMP. Cette liste des marchés 2015 comprend 451 marchés pour un montant total de 249 082 683 256FCFA.

La liste des marchés fournie par l’ARMP comportaient des marchés dont les montants ne figuraient pas dans la colonne « Montant de l’adjudication ».Cela nous a conduit à exclure ces marchés de la liste pour le choix de l’échantillon.

**4.2 Choix de l’échantillon du lot 1 et validation par l’ARMP**

**4.2.1 Règles de choix**

Conformément aux termes de référence la composition de l’échantillon des marchés à auditer pour le « Lot 1 Marchés publics passés par l’Administration Centrale »se présente comme suit :

* Cent cinquante (150) marchés publics passés par l’Administration Centrale
* Tous les marchés publics négociés par entente directe à l’exception de ceux passés dans le cadre de la défense et de la sécurité.
* Tous les marchés publics dont les montants sont supérieurs à 500 Millions.

L’échantillon des 150 marchés publics doit tenir compte des tranches de marchés publics ci-après :

* Marchés dont les montants sont compris entre 10 et 50 Millions ;
* Marchés dont les montants sont compris entre 50 et 100 Millions ;
* Marchés dont les montants sont compris entre 100 et 300 Millions ;
* Marchés dont les montants sont compris entre 300 et 500 Millions ;

**4.2.1.1 Choix des marchés négociés par entente directe**

Conformément aux termes de référence, l’échantillon doit comprendre « tous les marchés publics négociés par entente directe à l’exception de ceux passés dans le cadre de la défense et de la sécurité »

La liste des marchés 2015, mise à notre disposition comprend 143 marchés négociés par entente directe à l’exception de ceux passés dans le cadre de la défense et de la sécurité.

La situation globale de ces 143 marchés intégrés à 100% à notre échantillon se présente comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TYPE DE MARCHE** | **Population** | **Echantillon** | **Pourcentage** |
| **Nombre** | **Valeur** | **Nombre** | **Valeur** |
| les marchés publics négociés par entente directe à l’exception de ceux passés dans le cadre de la défense et de la sécurité | 142 | 102 093 456 028 | 142 | 102 093 456 028 | 100,00% | 100,00% |

**4.2.1.2Choix des marchés publics dont les montants sont supérieurs à 500 Millions**

Conformément aux termes de référence, l’échantillon doit comprendre « tous les marchés publics dont les montants sont supérieurs à 500 Millions.»

La liste des marchés 2015, mise à notre disposition comprend 29 marchés dont les montants sont supérieurs à 500 Millions.

La situation globale de ces 29 marchés intégrés à 100% à notre échantillon se présente comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **TRANCHE** | **Population** | **Echantillon** |
| **Nombre** | **Valeur** | **Nombre** | **Valeur** |
| Marchés dont les montants sont supérieurs à 500 Millions  | 29 | 115 119 824 390 | 29 | 115 119 824 390 |

**4.2.1.3 Le choix des cent cinquante (150) autres marchés publics passés par l’Administration Centrale**

Conformément aux termes de référence, l’échantillon doit comprendre 150 marchés publics qui doivent tenir compte des tranches de marchés publics ci-après :

* Marchés dont les montants sont compris entre 10 et 50 Millions ;
* Marchés dont les montants sont compris entre 50 et 100 Millions ;
* Marchés dont les montants sont compris entre 100 et 300 Millions ;
* Marchés dont les montants sont compris entre 300 et 500 Millions ;

Afin de nous conformer aux différentes tranches ci –dessus définies, nous avons extrait de la liste des marchés 2015 tous les marchés déjà sélectionnés (points 1et 2 ci-dessus) dans notre échantillon. Il s’agit des marchés définis comme ci-après :

* Tous les marchés négociés par entente directe
* Tous les marchés publics dont les montants sont supérieurs à 500 Millions
* Tous les marchés dont les montants sont compris entre 300 et 500 Millions

La tranche des marchés dont les montants sont compris entre 300 et 500 Millions  comprend au total 20 marchés pour montant cumulé de 7 551 165 376 FCFA. Au regard de cette valeur cumulée relativement importante, nous avons opté d’inclure tous les marchés de cette tranche dans notre échantillons.

Après cette étape, le reste des marchés de la liste de marches 2015 a été regroupé en trois (3) tranches à savoir :

* + Marchés dont les montants sont compris entre 10 et 50 Millions ;
	+ Marchés dont les montants sont compris entre 50 et 100 Millions ;
	+ Marchés dont les montants sont compris entre 100 et 300 Millions ;

Ensuite, chacune des tranches ci-dessus a fait l’objet d’un tri par autorité contractante, et par « Mode de passation ». Nous avons également déterminé la proportion de chaque tranche dans la population. Cette méthode nous a permis de sélectionner les 130 marchés qui se résument par tranche comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TRANCHE** | **Population** | **Echantillon** | **Pourcentage** |
| **Nombre** | **Valeur** | **Nombre** | **Valeur** |
| Marchés dont les montants sont compris entre 10 et 50 Millions  | 93 | 2 867 910 359 | 47 | 1 489 281 535 | 50,54% | 51,93% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 50 et 100 Millions  | 59 | 4 347 656 802 | 32 | 2 280 976 335 | 54,24% | 52,46% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 100 et 300 Millions  | 108 | 17 102 670 301 | 51 | 9 367 341 863 | 47,22% | 54,77% |
| **TOTAL** | **260** | **24 318 237 462** | **130** | **13 137 599 733** | **50,00%** | **54,02%** |

**4.2.1.4 Synthèse de l’échantillon**

La synthèse de notre échantillon se présente comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TRANCHE** | **Population** | **Echantillon** | **Pourcentage** |
| **Nombre** | **Valeur** | **Nombre** | **Valeur** |
| Marchés dont les montants sont compris entre 10 et 50 Millions  | 93 | 2 867 910 359 | 47 | 1 489 281 535 | 50,54% | 51,93% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 50 et 100 Millions  | 59 | 4 347 656 802 | 32 | 2 280 976 335 | 54,24% | 52,46% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 100 et 300 Millions  | 108 | 17 102 670 301 | 51 | 9 367 341 863 | 47,22% | 54,77% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 300 et 500 Millions  | 20 | 7 551 165 376 | 20 | 7 551 165 376 | 100,00% | 100,00% |
| Marchés dont les montants sont supérieurs à 500 Millions  | 29 | 115 119 824 390 | 29 | 115 119 824 390 | 100,00% | 100,00% |
| les marchés publics négociés par entente directe à l’exception de ceux passés dans le cadre de la défense et de la sécurité | 142 | 102 093 456 028 | 142 | 102 093 456 028 | 100,00% | 100,00% |
| **TOTAL** | **451** | **249 082 683 256** | **321** | **237 902 045 527** | **71,18%** | **95,51%** |

La répartition de notre échantillon par autorité contractante et par catégorie de marchés se présente comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Autorités contractantes** | **Nombre de marchés par tranche** | **Nombre Total** |
|
| **Entente directe (1)** | **entre 300 et 500 Millions  (2)** | **supérieurs à 500 Millions (3)** | **Autres (4)** | **(5)= (1) + (2) + (3) +(4)** |
| Présidence de la République | 9 |   |   |   | **9** |
| Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, de la Recherche et de la Technologie |   | 5 | 1 | 8 | **14** |
| Ministère de la Formation Professionnelle et Technique |   |   |   | 9 | **9** |
| Ministère de la Défense Nationale |   |   |   | 6 | **6** |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation |   |   | 2 | 3 | **5** |
| Ministère du Développement Agricole |   |   | 1 | 20 | **21** |
| Ministère de l'Elevage et des Industries Animales |   |   |   | 17 | **17** |
| Ministère de l'Equipement | 1 | 7 | 10 | 3 | **21** |
| Ministère de l'Education Nationale |   | 1 | 10 | 15 | **26** |
| Ministère de l'Hydraulique | 2 |   | 1 | 12 | **15** |
| Ministère de la Santé Publique | 10 | 5 | 2 | 14 | **31** |
| Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat | 119 | 1 |   | 11 | **131** |
| Ministère des Enseignements Secondaires |   | 1 | 1 | 4 | **6** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales |   |   |   | 7 | **7** |
| Ministère de l'Energie du Pétrole | 1 |   |   | 1 | **2** |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique |   |   | 1 |   | **1** |
| **TOTAL** | **142** | **20** | **29** | **130** | **321** |

**4.2.2 Validation du rapport d’évaluation par l’ARMP**

Le rapport d’échantillonnage a fait l’objet d’observation sur le caractère sécuritaire des marchés passés par le Ministère de la Défense Nationale d’où l’exclusion de ces marchés de notre échantillon transmis à l’ARMP.

**4.2.3 Présentation de l’échantillon**

Prenant en compte l’observation sur le caractère sécuritaire des marchés passés par le Ministère de la Défense Nationale notre échantillon définitif se présente comme suit :

* La synthèse de notre échantillon en fonction des règles fixées par les termes de référence se présente comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TRANCHE** | **Population** | **Echantillon** | **Pourcentage** |
| **Nombre** | **Valeur** | **Nombre** | **Valeur** |
| Marchés dont les montants sont compris entre 10 et 50 Millions  | 93 | 2 867 910 359 | 44 | 1 440 732 035 | 47,31% | 50,24% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 50 et 100 Millions  | 59 | 4 347 656 802 | 26 | 2 058 901 949 | 44,07% | 47,36% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 100 et 300 Millions  | 108 | 17 102 670 301 | 54 | 9 367 341 863 | 50,00% | 54,77% |
| Marchés dont les montants sont compris entre 300 et 500 Millions  | 20 | 7 551 165 376 | 20 | 7 551 165 376 | 100,00% | 100,00% |
| Marchés dont les montants sont supérieurs à 500 Millions  | 29 | 115 119 824 390 | 29 | 115 119 824 390 | 100,00% | 100,00% |
| les marchés publics négociés par entente directe à l’exception de ceux passés dans le cadre de la défense et de la sécurité | 142 | 102 093 456 028 | 142 | 102 093 456 028 | 100,70% | 100,00% |
| **TOTAL** | **451** | **249 082 683 256** | **315** | **237 631 421 641** | **70,07%** | **95,40%** |

La répartition de notre échantillon par autorité contractante et par catégorie de marchés se présente comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Autorités contractantes** | **Nombre de marchés par tranche** | **Nombre Total** |
|
| **Entente directe (1)** | **entre 300 et 500 Millions  (2)** | **supérieurs à 500 Millions (3)** | **Autres (4)** | **(5)= (1) + (2)+ (3)+(4)** |
| Présidence de la République | 9 |   |   |   | **9** |
| Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, de la Recherche et de la Technologie |   | 5 | 1 | 8 | **14** |
| Ministère de la Formation Professionnelle et Technique |   |   |   | 9 | **9** |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation |   |   | 2 | 3 | **5** |
| Ministère du Développement Agricole |   |   | 1 | 20 | **21** |
| Ministère de l'Elevage et des Industries Animales |   |   |   | 17 | **17** |
| Ministère de l'Equipement | 1 | 7 | 10 | 3 | **21** |
| Ministère de l'Education Nationale |   | 1 | 10 | 15 | **26** |
| Ministère de l'Hydraulique | 2 |   | 1 | 12 | **15** |
| Ministère de la Santé Publique | 10 | 5 | 2 | 14 | **31** |
| Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat | 119 | 1 |   | 11 | **131** |
| Ministère des Enseignements Secondaires |   | 1 | 1 | 4 | **6** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales |   |   |   | 7 | **7** |
| Ministère de l'Energie du Pétrole | 1 |   |   | 1 | **2** |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique |   |   | 1 |   | **1** |
| **TOTAL** | **142** | **20** | **29** | **124** | **315** |

**NB** *: les marchés de la présidence ont été retirés de notre échantillon car ces marchés entrent dans le cadre de la sécurité et de la défense nationale.*

**V PRICIPAUX CONSTATS ET RECOMMANDATIONS**

**5.1 POINTS FORTS CONSTATES**

**5.1.1 CONTROLE INTERNE**

**5.1.1.1 Existence d’une Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public** (**14/14)**

Toutes les autorités contractantes dispose d’une direction des marchés publics conformément au décret n°2013-002/PRN/PM du 04 janvier 2013

**5.1.1.2 Mise en place d’une base de données (10/14)**

Les Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public de dix (10) autorités contractante sur les quatorze dispose d’une base de donner.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.1.3 Délai de publicité des plans de passation des marchés (1/14)**

Selon l’article 2 de l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public « …*le plan prévisionnel de passation des marchés publics élaboré par l’autorité contractante au plus tard le 15 janvier de l’année budgétaire en cours.*

*La publication du plan prévisionnel est faite au journal des marchés publics au plus tard le 31 janvier de la même année.»*

Le délai de publicité du plan prévisionnel de passation des marchés a été respecté au niveau du Ministère de l’Equipement.

**5.1.1.4 Elaboration et transmission des rapports périodiques à l’ARMP 1/14**

Conformément à l’article 10 de l’arrêté n°144/CAB/PM/ARMP du 29 juin 2012 portant attribution des Divisions des marchés publics, Chaque autorité contractante à l’obligation de produire les rapports annuel et trimestriels sur la passation des marchés et les transmettre à l’ARMP. Les Rapports trimestriels ont été produits et transmis à l’ARMP par le Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP)

**5.1.1.5 Respect du délai d’analyse et d’évaluation des offres 6/14**

L’article 11 de l’arrêté n°34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de passation des marchés publics et des délégations de service public stipule que : *les commissions d’analyse et d’évaluation des offres sont tenues de rendre leurs rapports au plus tard soixante-douze (72) heures à compter de la réception des dossiers et du procès-verbal d’ouverture des plis.*

*Pour les marchés complexes, ce délai peut être prorogé par la personne responsable du marché sans toute fois dépassé les dix (10) jours calendaires.*

La revue des dossiers de passation de marchés a révélé que les délais d’analyse et d’évaluation des offres ont été respectés au niveau de six 06 autorités contractantes.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.1.6 Délais de transmission à la DGCMP/EF des PV des commissions d’attribution (5/14)**

L’article 12 de l’arrêté n°34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de passation des marchés publics et des délégations de service public stipule que : *le procès-verbal des travaux des commissions d’attribution ou de négociation est transmis à l’entité administrative chargée du contrôle à priori, dans les quarante (48) heures suivant la date de signature dudit procès-verbal*. *Après validation le procès-verbal fait l’objet d’une publication.*

La revue des dossiers a révélé que les délais de transmissions des PV des commissions d’attribution sont respectés au niveau de cinq (05) autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP |

**5.1.1.7 Délais d’information aux candidats (4/14)**

L’article 13 de l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP fixant les délais dans le cadre du processus de passation des marchés publics stipule que : «  *la personne responsable des marché informe obligatoirement le ou les candidat(s) retenu(s) du résultat de l’appel d’offres ou de la consultation dans un délai qui ne peut être supérieur à deux jours ouvrable à compter de la réception de l’avis de non objection de l’entité administrative chargée de contrôle a priori. A défaut de réponse de l’entité administrative chargée de contrôle a priori, ce délai court à compter du huitième (8ème) jour ouvrable de la transmission du dossier*.

*Dans le même temps, la personne responsable du marché doit informer, obligatoirement les autres candidats écartés des motifs du rejet de leur offre ainsi que le montant du marché attribué et le nom de l’attributaire.*

*Lorsque le marché a été déclaré infructueux, la personne responsable du marché doit obligatoirement en informer également tous les candidats.*

*Cette information est faite par correspondances adressées aux intéressés et par publication du procès-verbal dans un journal de large diffusion ».*

L’analyse des délais d’information aux candidats révèle que ces délais ont été respectés au niveau de quatre (04) autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.1.1.8 Commission d’ouverture des plis et d’attribution des marchés (14/14)**

Les membres de la commission ad hoc d’ouverture des plis et d’attribution des marchés sont nommés par arrêté ministériel pour chaque dossier d’appel d’offres.

 La mise en place des commissions d’ouverture des plis et d’attribution des marchés a été respectée au niveau de toutes les autorités contractantes

**5.1.1.9 Comités d’experts indépendants (14/14)**

Les membres du comité d’expert indépendant sont désignés sur décision ministérielle en fonction de la spécificité technique du marché.

La mise en place des membres du comité d’expert indépendant a été respectée au niveau de toutes les autorités contractantes.

**5.1.1.10 Sécurité des offres (14/14)**

Un dispositif de sécurité est mis en place par chaque autorité contractante pour la sécurisation des offres.

**5.1.1.11 Signature et approbation des marchés (14/14)**

Les règles de signature et d’approbation des marchés sont fixées par les articles 6 et 11 de l’arrêté n°36 du 21 janvier 2014.

La revue des marchés échantillon a révélé que les marchés sont signés et approuvés par les personnes habilités au niveau de toutes les autorités contractantes.

**5.1.2 EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES OPERATIONS, ET LA CONFORMITE DES PRESTATIONS**

**5.1.2.1 Respect des modalités de sélection de l’attributaire (13/14)**

Les modalités de sélection de l’attributaire ont été respectées au niveau de treize (13) autorités contractantes.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.2.2 Pertinence de l’offre de l’attributaire par rapport aux spécifications techniques (13/14)**

La conformité des offres des attributaires aux spécifications techniques définies dans les DAO et ou les lettres d’invitation, a été respecté par treize (13) autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère des Postes des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.2.2 Respect des conditions de mise en concurrence utilisation de méthodes compétitives 3/14**

Le recours aux appels d’offres ouvert nationaux constitue la norme de passation des marchés publics. Trois (03) autorités contractantes ont utilisé conformément à la norme UEMOA le recours aux appels d’offres ouvert nationaux.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |

**5.1.2.3 Délais de publication des avis d’appel d’offres (12/14)**

Les articles 3, 4, 5 et 6 de l’arrêté n°0034/CAB/PM/ARMP du 21 Janvier 2014 fixe les délais de publication des avis d’appel d’offres dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public.

La revue des délais de publication des avis d’appel d’offres a relevé que les délais ont été respectés au niveau de douze (12) autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.2.4 Délais de dépôt des offres 13/14**

Les délais de dépôt des offres ont été respectés au niveau de treize (13) autorités contractantes

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.2.5 Respect des modes de passation prévus dans le plan de passation 04/14**

*L’article 27 du décret n°2013-569/PRN/PM du 20 décembre 2013 portant code des marchés et des délégations de service public stipule que : « l'autorité contractante élabore un plan prévisionnel annuel de passation des marchés publics sur la base de son programme d'activités et .selon un modèle défini par l'entité administrative chargée du contrôle a priori.*

*Le plan prévisionnel annuel doit être cohérent avec les crédits alloués et être approuvé par l'entité administrative chargée du contrôle a priori qui en assure la publication; il est révisable.*

*Dans le cadre de l'exercice de ses attributions, l'entité administrative chargée du contrôle a priori doit s'assurer de la conformité des projets de marchés qui lui sont soumis suivant un plan prévisionnel annuel de passation de marchés publics.*

*Sous peine de nullité, les marchés passés par l'autorité contractante doivent avoir été préalablement inscrits dans ce plan prévisionnel annuel.*

*Tout fractionnement de commandes publiques fait en violation du plan annuel de passation des marchés publics est constitutif d'une infraction punie conformément au présent code ».*

La revue des dossiers de passation des marchés de notre échantillon a révélé que les modes de passation prévue dans les plans prévisionnels de passation ont été respectés par quatre (04) autorité contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |

**5.1.3 APPRECIATION DE LA BONNE CONDUITE GENERALE ET CONTRACTUELLE DU MARCHE**

**5.1.3.1 Inscription du marché dans le plan de passation des marchés (08/14)**

Sous peine de nullité, les marchés passés par l'autorité contractante doivent avoir été préalablement inscrits dans le plan prévisionnel annuel. Cette disposition a été respectée par sept autorités contractantes.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.3.2 Avis de conformité sur le DAO (09/14)**

L’obtention de l’avis de conformité sur le DAO de l’entité administrative (DGCMP/EF) chargée de contrôle a priori des marchés publics a été respecté par neuf (09) autorités contractantes.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Postes des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |

**5.1.3.3 Avis de conformité sur les procès-verbaux d’attribution des marchés (12/14)**

L’obtention de l’avis de conformité sur les procès-verbaux d’attribution des marchés de l’entité administrative (DGCMP/EF) chargée de contrôle a priori des marchés publics a été respecté par douze (12) autorités contractantes.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |

**5.1.3.4 Autorisation pour les appels d’offres restreints et Ententes directes(07/14)**

L’obtention de l’autorisation pour les appels d’offres restreints et ententes directes de l’entité administrative chargée de contrôle a priori des marchés publics a été respecté par sept (07) autorités contractantes

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |

**5.1.3.5 Respect des règles en matière de contenu et transmission des dossiers d’Appel d’offres (13/14)**

Les règles en matière de contenu et transmission des dossiers d’Appel d’offres ont été respecté au niveau de treize (13) autorités contractantes

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.3.6 Règles de publicité des plans de passation des marchés (01/14)**

Selon l’article 2 de l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public « *le plan prévisionnel de passation des marchés publics élaboré par l’autorité contractante au plus tard le 15 janvier de l’année budgétaire en cours.*

*La publication du plan prévisionnel est faite au journal des marchés publics au plus tard le 31 janvier de la même année.»*

Les règles de publicité du plan prévisionnel de passation des marchés ont été respectées au niveau du Ministère de l’Equipement.

**5.1.3.7 Règles de publicité des Avis d’Appel d’Offres (12/14)**

Les règles de publicité des avis d’appel d’offres conformément à l’article 66 du décret 2013-519/PRN/PM du 20 décembre 2013 portant code des marchés publics et des délégations de service public ont été respectées au niveau de douze (12) autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.3.8 Analyse comparative de l’utilisation de méthodes non ou peu compétitives (02/14)**

L’analyse comparative de l’utilisation des méthodes met en évidence un recours à des méthodes de passation compétitives, conformément à la norme UEMOA au niveau de deux (02) autorités contractante :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |

**5.1.3.9 Respect des délais de dépôt des offres des candidats (14/14)**

Les délais de dépôts des offres des candidats ont été constatés au niveau de toutes les autorités contractantes.

**5.1.3.10 Respect des règles en matière d’ouverture des offres (13/14)**

 Les règles en matière d’ouverture des offres ont été respectées au niveau de treize (13) autorités contractantes.

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.3.11 Respect des règles en matière d’évaluation 13/14**

Les règles en matière d’évaluation des offres conformément à l’arrêté n°0145/CAB/PM/ARMP du 29 Juin 2012 portant Création, Attributions, Composition-type et fonctionnement de la Commission ad' hoc d'ouverture des plis et d'évaluation des offres des Marchés Publics et des Délégations de Service Public de l'Etat ont été respectés au niveau de treize autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.3.12 Respect des règles d’établissement des procès-verbaux d’attribution des marchés 13/14**

Nos contrôles sur le respect des règles en matière d’établissement des procès-verbaux d’attribution des marché**s** faits conformément à l**’**arrêté n°0145/CAB/PM/ARMP du 29 Juin 2012 portant Création, Attributions, Composition-type et fonctionnement de la Commission ad' hoc d'ouverture des plis et d'évaluation des offres des Marchés Publics et des Délégations de Service Public de l'Etat ont été respectés au niveau de treize autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.3.13 Visa du contrôleur financier 13/14**

L’article 8 de l’arrêté 36/CAB/PRN/ARMP du 21 janvier 2014 portant modalités de signature et d’approbation des marchés publics et des délégations de service public stipule que « *après signature du marché par les personnes indiquées à l’article 2, le marché est transmis par la DMP au visa du contrôleur au prés de l’autorité avant d’être soumis à l’autorité approbatrice ».*

Le visa du contrôleur financier a été respecté au niveau de treize (13) autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.1.3.14 Respect des règles d’approbation du marché (02/14)**

Conformément à l’article 15 de l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre des marchés publics et des délégations de service public, *l’approbation du marché doit intervenir dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de réception du dossier par l’autorité approbatrice et dans tous les cas dans le délai de validité de l’offre de l’attributaire*.

Les règles d’approbation du marché ont été respectées par le Ministère de l’Elevage et le Ministère de l’Energie et du Pétrole

**5.1.3.15 Enregistrement du marché (14/14)**

Conformément à l’article 17 de l’arrêté 36/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 portant modalités de signature et d’approbation des marchés publics et des délégations de service public, toutes les autorités contractant ont respecté les règles d’enregistrement des marchés.

**5.1.3.16 Notification des Ordres de service (01/14)**

La notification des ordres de service a été respectée au niveau du Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP)

**5.1.3.17 Avenant (02/2)**

Les articles 136, 137 et 138 du décret 2013-569/PRN/PM du 20 décembre 2013 portant code des marchés publics et des délégations de service public ont prévu des dispositions sur les changements en cours d’exécution du marché.

Les règles relatives aux avenants ont été respectées au niveau de deux (02) autorités contractantes :

|  |
| --- |
| **Autorités contractantes** |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |

**5.2 POINTS FAIBLES ET RECOMMANDATIONS**

**5.2.1 CONTROLE INTERNE**

**5.2.1.1 Absence de base de données sur les marchés publics 3/14**

**5.2.1.1.1 Constat**

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.2.1.1.2 Recommandation**

Nous recommandons à l’endroit de ces autorités contractantes la mise en place d’une base de données sur les marchés publics

**5.2.1.2 Insuffisance de personnel à la Direction des Marchés Publics 1/14**

**5.2.1.2.1 Constat**

Ce constat concerne le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD). Le personnel affecté à la Direction des marchés publics est limité uniquement au Directeur des Marchés Publics.

**5.2.1.2.2 Recommandation**

Nous recommandons le renforcement du personnel de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation.

**5.2.1.3 Absence de production et transmissions des rapports périodiques à l’ARMP 12/14**

**5.2.1.3.1 Constat**

L’absence de production et transmission de rapports périodiques à l’ARMP concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.2.1.3.2Recommandation**

Nous recommandons que les rapports trimestriels soient établis et transmis à l’ARMP conformément à l’article 10 de l’arrêté n°144/CAB/PM/ARMP.

**5.2.1.4 Absence de Plan Prévisionnel de passation des marchés 2/14**

**5.2.1.4.1 Constat**

Cette anomalie concerne le Ministère de l’Education Nationale (MEN) et le Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN)

**5.2.1.4.2 Recommandation**

Nous recommandons la mise en place et la conservation du Plan Prévisionnel de passation des marchés.

**5.2.1.5 Absence de preuve de transmission du plan prévisionnel à l’ARMP 5/14**

**5.2.1.5.1 Constat**

Cette anomalie concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |

**5.2.1.5.2 Recommandation**

Nous recommandons la conservation des documents relatifs à la passation des marchés dans les dossiers de marchés.

**5.2.1.6 Non-respect du délai de publicité du plan prévisionnel de passation des marchés publics 6/14**

**5.2.1.6.1 Constat**

Selon l’article 2 de l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public « …*le plan prévisionnel de passation des marchés publics élaboré par l’autorité contractante au plus tard le 15 janvier de l’année budgétaire en cours.*

*La publication du plan prévisionnel est faite au journal des marchés publics au plus tard le 31 janvier de la même année.»*

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.6.2 Recommandation**

Nous recommandons la transmission à l’ARMP pour publication le plan prévisionnel de passation des marchés publics au plus tard le 31 janvier.

**5.2.1.7 Non-respect des délais d’analyse et d’évaluation des offres 4/14**

**5.2.1.7.1 Constat**

L’article 11 de l’arrêté n°34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de passation des marchés publics et des délégations de service public stipule que : *les commissions d’analyse et d’évaluation des offres sont tenues de rendre leurs rapports au plus tard soixante-douze (72) heures à compter de la réception des dossiers et du procès-verbal d’ouverture des plis.*

*Pour les marchés complexes, ce délai peut proroger par la personne responsable du marché sans toute fois dépassé les dix (10) jours calendaires.*

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |

**5.2.1.7.2 Recommandation**

Nous recommandons le respect des délais d’analyse et d’évaluation des offres fixés conformément à l’arrêté 34 CAB/PM/ARMP du 21/01/2014.

**5.2.1.8 Absence d’information permettant de vérifier le respect des délais d’analyse et d’évaluation 2/14**

**5.2.1.8.1 Constat**

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.2.1.8.2 Recommandation**

Nous recommandons la conservation des pièces nécessaires à la vérification des délais d’analyse et d’évaluation, notamment les rapports d’évaluations.

**5.2.1.9 Non-respect des délais de transmission à la DGCMP/EF des PV des commissions d’attribution 7/14**

**5.2.1.9.1 Constat**

L’article 12 de l’arrêté n°34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de passation des marchés publics et des délégations de service public stipule que : *le procès-verbal des travaux des commissions d’attribution ou de négociation est transmis à l’entité administrative chargée du contrôle à priori, dans les quarante (48) heures suivant la date de signature dudit procès-verbal*. *Après validation le procès-verbal fait l’objet d’une publication.*

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.2.1.9.2 Recommandation**

Nous recommandons le respecter des délais de transmission des PV des commissions d’attribution des marchés à la DGCMP/EFfixés conformément à l’arrêté 34 CAB/PM/ARMP du 21/01/2014.

**5.2.1.10 Absence d’information permettant de vérifier le respect des délais de transmission à la DGCMP/EF des PV des commissions d’attribution 1/14 5.2.1.10.1 Constat**

Cette insuffisance concerne le Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN)

**5.2.1.10.2 Recommandation**

Nous recommandons la conservation des pièces nécessaires à la vérification des délais de transmission à la DGCMP/EF des PV des commissions d’attribution, notamment les bordereaux de transmissions.

**5.2.1.11 Non-respect des délais d’information aux candidats 9/14**

**5.2.1.11.1 Constat**

Le respect des délais d’information aux candidats conformément à l’article 13 de l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP fixant les délais dans le cadre du processus de passation des marchés publics n’ont pas été respectés par les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.11.2 Recommandation**

Nous recommandons le respect des délais d’information aux candidats conformément à l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public.

**5.2.1.12 Non-respect des délais de signature des marchés  11/14**

**5.2.1.12.1 Constat**

Le non-respect des délais de signature des marchés concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.12.2 Recommandation**

Nous recommandons le respect des délais de signature des marchés conformément l’arrêté 34 CAB/PM/ARMP du 21/01/2014.

**5.2.1.13 Absence de date de signature sur certains marchés 4/14**

**5.2.1.13.1 Constat**

Nous avons constatés l’absence de date de signature sur certains marchés. Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.2.1.13.2 Recommandation**

Nous recommandons l’inscription (mention) des dates de signature sur les tous marchés.

**5.2.1.14 Absence de dates d’approbation sur certains marchés 4/14**

**5.2.1.14.1 Constat**

Nous avons relevé l’absence de date d’approbation sur certains marchés Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.2.1.14.2 Recommandation**

Nous recommandons l’inscription (mention) de la date d’approbation sur tous les marchés.

**5.2.1.15 Marchés approuvés hors délai de validité des offres 2/14**

**5.2.1.15.1 Constat**

Il ressort de nos travaux que certains marchés ont été approuvés hors délais de validité des offres. Cette anomalie concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |

**5.2.1.15 2 Recommandation**

Nous recommandons que tous les marchés soient approuvés dans le délai de validité des offres.

**5.2.1.16 Absence de publication de l’avis d’attribution définitive des marchés 13/14**

**5.2.1.16.1 Constat**

La publication de l’avis d’attribution définitive n’a pas été respectée par les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.16.2 Recommandation**

Nous recommandons la publication de la notification de l’attribution définitive des marchés conformément à l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public.

**5.2.1.17 Absence de suivi de l’exécution financière des marchés publics 14/14**

**5.2.1.16.1 Constat**

La revue du fonctionnement de la Direction des Marchés Publics a révélé l’absence d’un suivi des paiements des marchés publics conformément à l’article 8 de l’arrêté n°0 144/CAB/PM/ARMP du 29 juin 2012 par les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |
| Ministère de l’Elevage |

**5.2.1.16.2 Recommandation**

Nous recommandons aux Directions des Marchés Publics d’assurer le suivi régulier de la liquidation et du paiement des avances, décomptes des marchés, factures, mémos et autres notes des titulaires de marchés publics conformément à l’article 8 de l’arrêté n°0144/CAB/PM/ARMP du 29 juin 2012.

**5.2.1.18 Insuffisance dans l’archivage de la documentation sur la passation des marchés 14/14**

**5.2.1.18.1 Constat**

Il ressort de nos travaux que les pièces du processus de passation des marchés sont insuffisamment conservées au niveau de l’ARMP et des autorités contractantes. Cette insuffisance concerne toutes les autorités contractantes du lot 1.

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.18.2 Recommandation**

Nous recommandons la mise en place d’un système d’archivage adéquat de toute la documentation relative à la passation des marchés.

**5.2.1.19 Absence de document justifiant l’existence de crédit budgétaire suffisant avant la publication de l’avis d’appel d’offres 14/14**

**5.2.1.19.1 Constat**

Cette insuffisance concerne toutes les autorités contractantes du lot 1

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.19.2 Recommandation**

Nous recommandons à l’autorité contractante de formaliser et documenter l’existence de crédit budgétaire avant la publication des avis d’appel d’offre.

**5.2.1.20 Absence d’un texte règlementaire pour la mise en place des commissions de réception des marchés  14/14**

**5.2.1.20.1 Constat**

Cette insuffisance concerne toutes les autorités contractantes du lot 1

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.20.2 Recommandation**

Nous recommandons l’élaboration d’un texte règlementaire pour la mise en place des commissions de réception.

**5.2.1.21 Absence d’un acte formel de désignation des membres de la commission de réception 14/14**

**5.2.1.21.1 Constat**

Cette insuffisance concerne toutes les autorités contractantes du lot 1

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.21.2 Recommandation**

Nous recommandons à l’endroit des autorités contractantes de formaliser la désignation des membres de la commission de réception.

**5.2.1.22 Absence des procès-verbaux de réception 13/14**

**5.2.1.22.1 Constat**

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.1.22.2 Recommandation**

Nous recommandons de joindre les procès-verbaux de réception des marchés aux dossiers de marchés.

**5.2.2 EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES OPERATIONS, ET LA CONFORMITE DES PRESTATIONS**

**5.2.2.1 Non-respect des modalités de sélection de l’attributaire 1/14**

**5.2.2.1.1 Constat**

Absence de 3 pro-forma pour l’Achat sur simple facture suivant :

ASF 001/MP/PF/PE/DPF/G/2015/Fourniture d'un véhicule 4x4 double cabine et de 03 moto cross Yamaha DT125

Cette insuffisance concerne le Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS)

**5.2.2.1.2Recommandation**

Nous recommandons d’archiver les factures pro-forma pour les achats sur simple facture.

**5.2.2.3 Recours élevé à des modes de passations des marchés par de méthodes peu ou non compétitives 11/14**

**5.2.2.3.1 Constat**

Ce constat concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |

**5.2.2.3.2 Recommandation**

Nous recommandons de réduire le recours à des modes de passation des marchés peu ou non compétitives, afin de se conformer aux normes UEMOA en la matière.

**5.2.2.4 Non-respect des délais de publication des avis d’appel d’offres 1/14**

**5.2.2.4.1 Constat**

Cette insuffisance concerne le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) pour le marché suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N° du marché** | **Objet** | **Montant (TTC)** | **AOR** |
| N°115/MEF/DGCMP/EF | Fourniture de 59 véhicules TOYOTA station | 1 219 547 700 | 18 Jours |

**5.2.2.4.2 Recommandation**

Nous recommandons le respect du délai de publication des appels d’offres conformément aux articles 3, 4, 5 et 6 de Arrêté n°0034/CAB/PM/ARMP du 21 Janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public

**5.2.2.5 Non-respect des délais dans le processus de passation des marchés 11/14**

**5.2.2.5.1 Constat**

Le Non-respect des délais dans le processus de passation des marchés a été constaté au niveau des autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.2.5.2 Recommandation**

Nous recommandons le respect des délais dans le cadre de la passation des marchés conformément à l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public

**5.2.2.6 Absence du plan de passation des marchés 1/14**

**5.2.2.6.1 Constat**

Cette insuffisance concerne le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD)

**5.2.2.6.2 Recommandation**

Nous recommandons l’élaboration et la conservation du plan de passation des marchés.

**5.2.2.7 Non-respect des modes de passation prévu dans leplan de passation 4/14**

**5.2.2.7.1 Constat**

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes

|  |
| --- |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.2.7.2 Recommandation**

Nous recommandons le respect des modes de passation prévus dans le plan de passation des marchés.

**5.2.2.8 Absence des procès-verbaux de réception 13/14**

**5.2.2.8.1 Constat**

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.2.2.8.2 Recommandation**

Nous recommandons la conservation des procès-verbaux de réception des marchés dans les dossiers de marchés.

**5.3 APPRECIATION DE LA BONNE CONDUITE GENERALE ET CONTRACTUELLE DU MARCHE**

**5.3.0 Appréciation d’ensemble du respect de la norme de transparence de l’UEMOA**

Cette appréciation concerne l’ensemble des autorités contractantes constituant le lot 1.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Mode de passation**  | **Nombre** | **% en** **nombre** | **Normes UEMOA** |
| Appel d'Offres Ouvert | 115 | 38,85% | 90% |
| Appel d'Offres Restreint | 10 | 3,38% | 5% |
| Entente directe | 132 | 44,59% | 5% |
| Consultation de fournisseurs | 3 | 1,01% | - |
| Achat sur simple facture | 36 | 12,16% | - |
| **Total** | **296** | **100,00%** | - |

Pour l’ensemble du lot 1, la norme de transparence de l’UEMOA n’est pas respectée. Nous notons un recours élevé aux achats sur simple facture et à l’entente directe.

**5.3.1 Absence de l’avis de conformité sur le DAO 3/14**

**5.3.1.1 Constat**

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.3.1.2 Recommandation**

Nous recommandons l’obtention de l’avis de conformité de la DGCMP/EF sur les dossiers d’appel d’offres, conformément à la règlementation en vigueur.

**5.3.2 Absence de l’avis de conformité sur le PV d’Attribution 1/14**

**5.3.2.1 Constat**

Cette insuffisance concerne le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD).

**5.3.2.2 Recommandation**

Nous recommandons l’obtention de l’avis de conformité sur les procès-verbaux d’attribution des marchés, conformément à la règlementation en vigueur.

**5.3.3 Absence d’autorisation pour les appels d’offres restreints et ententes directes 14**

**5.3.3.1 Constat**

Cette insuffisance concerne les autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |

**5.3.3.2 Recommandation**

Nous recommandons l’obtention de l’autorisation de la DGCMP/EF pour passer les marchés par appel d’offres restreint ou ententes directes, conformément à la règlementation en vigueur.

**5.3.4 Retard dans la publication du plan prévisionnel annuel de passation des marchés 6/14**

**5.3.4.1 Constat**

Cette insuffisance a été constatée au niveau des autorités contractuelles suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.3.4.2 Recommandation**

Nous recommandons de publier le PPM au plus tard le 31 Janvier conformément à l’article 2 de l’arrêté 34/CAB/PM/ARMP du 21 janvier 2014.

**5.3.5 Absence de preuve de transmission du plan prévisionnel annuel de passation de marchés publics à l’ARMP 4/14**

**5.3.5.1 Constat**

Cette insuffisance a été constatée au niveau des autorités contractuelles suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |

**5.3.5.2 Recommandation**

Nous recommandons d’archiver le plan prévisionnel annuel de passation des marchés, ainsi que le bordereau de transmission à l’ARMP

**5.3.6 Absence du plan prévisionnel annuel de passation des marchés 5/14**

**5.3.6.1 Constat**

Cette insuffisance a été constatée au niveau des autorités contractuelles suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |

**5.3.6.2 Recommandation**

Nous recommandons la conservation du plan prévisionnel annuel de passation des marchés.

**5.3.7 Absence de support de publicité des Avis d’Appel d’Offres 4/14**

**5.3.7.1 Constat**

L’absence de support de publicité des Avis d’Appel d’Offres a été constatée au niveau des autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |

**5.3.7.2 Recommandation**

Nous recommandons la conservation du support de publicité des avis d’appel d’offres dans les dossiers de marchés.

**5.3.8 Non-respect des délais de publication des avis d’appel d’offres 1/14**

**5.3.8.1 Constat**

Cette insuffisance concerne le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) pour le marché suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N° du marché** | **Objet** | **Montant (TTC)** | **AOR** |
| N°115/MEF/DGCMP/EF | Fourniture de 59 véhicules TOYOTA station | 1 219 547 700 | 18 Jours |

**5.3.8.2 Recommandation**

Nous recommandons le respect du délai de publication des appels d’offres conformément aux articles 3, 4, 5 et 6 de Arrêté n°0034/CAB/PM/ARMP du 21 Janvier 2014 fixant les délais dans le cadre de la passation des marchés publics et des délégations de service public

**5.3.9Recours élevé à des modes de passations des marchés peu ou non compétitives 10/14**

**5.3.9.1 Constat**

Le recours aux modes de passation des marchés peu ou non compétitives a été constaté au niveau des autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |
| Ministère de l’Energie et du Pétrole (MEP) |

**5.3.9.2 Recommandation**

Nous recommandons de réduire le recours aux modes de passation des marchés peu ou non compétitives, afin de se conformer à la norme UEMOA en vigueur en la matière.

**5.3.10 Non-respect des règles en matière d’évaluation 1/14**

**5.3.10.1 Constat**

Absence de 3 pro-forma pour l’Achat sur simple facture suivant :

ASF 001/MP/PF/PE/DPF/G/2015/Fourniture d'un véhicule 4x4 double cabine et de 03 moto cross Yamaha DT125

Cette insuffisance concerne le Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS)

**5.3.10.2 Recommandation**

Nous recommandons d’archiver les factures pro-forma pour les achats sur simple facture.

**5.3.11 Absence de Visa du contrôleur financier 1/14**

**5.3.11.1 Constat**

Cette insuffisance a été constatée sur le Marché n° 316/15/MEF/DGCMP/EF au niveau du Ministère de la santé.

**5.3.11.2 Recommandation**

Nous recommandons l’obtention du visa du contrôleur financier avant l’approbation du marché, conformément à la règlementation en vigueur.

**5.3.12 Absence date d’approbation des marchés 2/14**

**5.3.12.1 Constat**

L’absence de date d’approbation des marchés a été constatée au niveau des autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |

**5.3.12.2 Recommandation**

Nous recommandons l’inscription (mention) de la date d’approbation des marchés.

**5.3.13 Marchés approuvés hors délai de validité des offres 9/14**

Cette anomalie a été constatée au niveau des autorités contractuelles suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.3.13.2 Recommandation**

Nous recommandons que tous les marchés soient approuvés dans le délai de validité des offres.

**5.3.14 Absence de publication des procès-verbaux d’attribution 14/14**

**5.3.14.1 Constat**

L’absence de publication des procès-verbaux d’attribution des marchés a été constatée au niveau de toutes les autorités contractantes du lot 1.

**5.3.14.2 Recommandation**

Nous recommandons Publier des procès-verbaux d’attribution conformément à l’article 95 du décret 2013-569/PRN/PM du 20 décembre 2013 portant code des marchés publics et des délégations de service public.

**5.3.15 Absence des Ordres de service 12/14**

**5.3.15.1 Constat**

Les ordres de service ne sont pas toujours joints aux dossiers de passation, Cette anomalie a été constatée au niveau des autorités contractuelles suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie Numérique (MPTEN) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Agriculture (MDA) |
| Ministère de l’Equipement (ME) |
| Ministère de l’Education Nationale (MEN) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de la Sante Publique (MSP) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.3.15.2 Recommandation**

Nous recommandons la conservation des ordres de service dans les dossiers de passation des marchés.

**5.3.16Absence des Procès-verbaux de réception 8/14**

**5.3.16.1 Constat**

Cette insuffisance a été constatée au niveau des autorités contractantes suivantes :

|  |
| --- |
| Ministère de la Population et des Réformes Sociales (MPRS) |
| Ministère des Enseignements Secondaire (MES) |
| Ministère de l’Elevage (MDE) |
| Ministère de l’Enseignement Supérieur de la Recherche et de l’Innovation (MESRI) |
| Ministère de l’Hydraulique et de l’Assainissement (MHA) |
| Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation (MISPD) |
| Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL) |
| Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (MEPT) |

**5.3.16.2 Recommandation**

Nous recommandons de joindre les procès-verbaux de réception aux dossiers de passation de marchés.

**5.3.17Absence de date sur les Procès-verbaux de réception 1/14**

**5.3.17.1 Constat**

Cette insuffisance a été constatée au niveau du Ministère de l’Urbanisme et du Logement (MUL)

**5.3.17.2 Recommandation**

Nous recommandons l’inscription de la date de réception sur tous les procès-verbaux de réception.

**5.4 VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES OPERATIONS FINANCIERES**

**5.4.1 Indisponibilité des documents relatifs aux paiements au niveau de l’ARMP et de l’Autorité contractantes.14/14**

**5.4.1.1 Constat**

Au cours de notre intervention, les pièces justificatives des paiements effectués sur les marchés de notre échantillon n’ont pas été fournies par l’ensemble des autorités contractantes du lot 1.

**5.4.1.2 Recommandation**

Nous recommandons à l’endroit des DMP de réaliser le suivi financier et de joindre les documents de paiement aux dossiers de passation des marchés.